

ORANGE, le 24 juillet 2025

N°970

Publié le : 29.07.2025

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION, DU STATIONNEMENT ET DE  
L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE DE LA VILLE D'ORANGE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-28, L. 2212-1, L. 2212-2, L.2213-1 et L. 2213-6 relatifs aux attributions du Maire, à la Police Municipale, à la Police de la circulation et du stationnement ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants, R-2122-1 et suivants, et L.2125-1 et suivants, relatifs aux règles générales d'Occupation du Domaine Public ;

VU la délibération n°052/2025 du Conseil Municipal en date du 03 février 2025, parvenue en Préfecture de Vaucluse le 07 février 2025, portant révision des tarifs d'occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025 ;

VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints du 30 novembre 2021 ;

VU la demande du 24/07/2025 par laquelle Monsieur MAILLARD Sébastien, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public, en vue d'un déménagement.

**Considérant** que pour permettre l'exécution d'un déménagement avec un camion de location avec hayon de 20m3 et assurer la sécurité des salariés de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

- ARRETE -

**ARTICLE 1 :** Monsieur MAILLARD Sébastien, ci-après dénommé « le bénéficiaire » est autorisé à occuper le domaine public :

LIEU (de l'occupation du domaine public) : Boulevard Daladier, au droit du n°320

ADRESSE DU DEMENAGEMENT : 51 Impasse du Parlement

NATURE (de l'occupation du domaine public) : stationnement d'un camion de location avec hayon (20m3)

DURÉE : du lundi 11 août (à partir de 16h00) au mardi 12 août 2025

REDEVANCE : gratuité

**ARTICLE 2 :** Au vu des modalités d'occupation du domaine public citées dans l'article 1, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement comme suit :

- La circulation piétonne sera perturbée sur le trottoir au droit du n°320 Boulevard Daladier et pourra être renvoyée sur le trottoir d'en face selon les besoins de l'intervention ;
- La circulation cycliste se fera sur la voie d'en face ;
- La circulation des véhicules de toutes sortes pourra être perturbée sur le Boulevard Daladier (stationnement d'un camion à cheval sur le trottoir et la piste cyclable).

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction seront mis en fourrière sans préavis.

**ARTICLE 4 :** Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son activité, celle de ses sous-traitants, son personnel ou de l'installation de ses biens mobiliers.

En outre, le bénéficiaire de la présente autorisation doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir le libre accès des services et engins de secours aux immeubles et aux bouches d'incendie.

**ARTICLE 5 :** Cet arrêté doit être apposé à l'intérieur du (des) véhicule(s) sur le pare-brise, de manière à permettre le contrôle par les agents de la collectivité chargés du contrôle.

**ARTICLE 6 :** Lorsque l'emplacement attribué est constitué par des places de stationnement, la **réservation matérielle de celles-ci doit être effectuée 48h avant le début de l'intervention et relève de la responsabilité du bénéficiaire.**

**ARTICLE 7 :** La signalisation, notamment dans le cas d'une déviation de la circulation, sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par le bénéficiaire, sous sa responsabilité.

**ARTICLE 8 :** De même, si nécessaire, une signalétique particulière sera mise en place par le bénéficiaire et sous sa responsabilité afin d'assurer la sécurité des piétons.

**ARTICLE 9 :** La demande d'ouverture de bornes, en dehors des horaires des services municipaux, dépendra de la Police Municipale de la ville d'Orange : 04.90.51.55.55.

**ARTICLE 10 :** Les droits des tiers et des riverains sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera publié sur le site de la ville d'Orange.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois.

**ARTICLE 13 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de circonscription, Monsieur le Chef de Police Municipale et les agents chargés du contrôle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et pourront retirer la présente autorisation si les prescriptions énoncées ci-dessus n'étaient pas respectées.

